



CSE Central des 18-19 octobre Déclaration de la CGT

Alors que le gouvernement enchaîne les provocations, refus de taxer les superprofits, recul de l'âge de départ à la retraite à 65 ans sans débat, refus d'indexer les salaires sur l'inflation, la goutte d'eau aura été la remise en cause du droit de grève en procédant à des réquisitions de salariés pour casser un mouvement social. La coupe est plus que pleine et la trainée de poudre s'est embrasée.

Suite à l'appel de notre fédération CGT du Spectacle et de celui de l'intersyndicale CGT, FO, FSU, SUD et des organisations de jeunesse, la CGT de France Télévisions a déposé un préavis de grève pour ce 18 octobre. Certes hors délai habituel de 5 jours mais l'urgence de cette crise sociale pour les salaires et le respect du droit de grève l'exige. Parfois, une certaine forme de désobéissance civile est nécessaire face à la dureté du pouvoir en place.

Et en termes de dureté des mesures du gouvernement, l'Audiovisuel Public est en première ligne. Car pour 2023, ce gouvernement s'acharne plus particulièrement sur France Télévisions. En effet, le trompe l'œil de la reconduction du budget 2022 pour l'année 2023 ne prend pas en compte l'inflation. Personne n'est dupe et il s'agit en fait d'un nouveau plan d'économies de près de 50M€ du fait de l'impact de cette inflation.

Alors que notre entreprise est exsangue, la politique salariale en berne et les salariés lassés de voir leur travail empêché, comment cette nouvelle potion amère va-t-elle pouvoir être digérée ? Quel sera le plan de la direction ? Comment peut-on croire à des projets de développement dans de telles conditions ? Comment ne pas penser que le projet *Tempo* masque en fait une nouvelle purge des ETP comme en témoigne d'ailleurs le nouvel objectif de réduction de près de 100 postes inscrit dans l'avenant au COM 2023 ? Nous attendons aujourd'hui des réponses à ces questions.

Et nous vous confirmons que nous tous ici, élus CGT, sommes en grève ce jour. Pour la hausse des salaires et du budget de France Télévisions et pour la retraite à 60 ans.

Nous sommes totalement solidaires de nos camarades du secteur de l'énergie, des transports, de l'Éducation, de la santé et bien sûr de la culture et de bien d'autres secteurs d'activité qui appellent eux aussi à une mobilisation massive pour dire stop à cette politique, pour la sauvegarde des services publics et pour un plus juste partage des richesses dans notre pays.

Paris, le 18 octobre 2022